

#### Historique / information de la DGCRMAI en lien avec la stérilisation forcée:

**Décembre 2018:** le Comité des Nations Unies contre la torture s'est dit préoccupé par « la stérilisation extensive forcée ou contrainte » de femmes et de filles autochtones au Canada. Dans la foulée, le gouvernement fédéral a invité les provinces et les territoires à former un groupe de travail à ce sujet.

**Janvier 2019:** le gouvernement du Québec a décliné l'invitation du gouvernement fédéral à se joindre au groupe de travail, préférant privilégier les travaux déjà en cours avec les organisations autochtones spécifiques au Québec.

#### **Novembre 2019:**

Madame Francine Greg a transmis au cabinet de la ministre de la Santé et des Services sociaux, un courriel dans lequel elle mentionnait « être bouleversée et contrariée de constater que des femmes autochtones soient soumises à une stérilisation sans leur consentement entier, libre et éclairé. » Selon elle, « le consentement constitue la question centrale de ce dossier. Aucune personne ne devrait être stérilisée sans son consentement entier, libre et éclairé. »

Elle demandait à la ministre :

- de participer pleinement à toute rencontre, audience et enquête relative à cette question lancée au niveau fédéral et/ou de mener une enquête indépendante au niveau provincial et territorial relativement à la stérilisation sans consentement;
- de modifier les politiques et les procédures afin de s'assurer qu'aucune femme ne puisse être stérilisée sans son consentement entier, libre et éclairé;
- de convoquer sans délai une réunion portant sur cette question à laquelle prendront part les autorités provinciales et territoriales, les collèges des médecins et les chirurgiens, les infirmières et les travailleurs sociaux, les organismes de femmes autochtones ainsi que les suivantes;
- de s'assurer que tous les gestes et toutes les interventions prennent en compte les opinions et les besoins des femmes qui ont été stérilisées sans leur consentement.

Le cabinet de la ministre avait reçu plus de 100 courriels concernant la stérilisation forcée des femmes autochtones.

**En réponse à cette lettre, la DAA a produit un état de situation (je n'ai pas trouvé la version signée), dans lequel on se positionne comme suit:**

- Certains rapports récents (dont celui du Comité des Nations Unies contre la torture) font état de femmes autochtones qui auraient été stérilisées sans leur consentement libre et éclairé dans certaines provinces et certains territoires. La stérilisation forcée des femmes autochtones constitue une très grave violation des droits de la personne.
- Cependant, aucun cas n'a été recensé au Québec jusqu'à maintenant. **Néanmoins, cette problématique préoccupe le MSSS au plus haut point et c'est la raison pour laquelle celle-ci est abordée de manière plus large par la mise en place de services sécurisants et pertinents culturellement. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est responsable de la planification, de l'organisation, de la gestion du système de santé du réseau de la santé et des services sociaux et de la formation de ses professionnels. Ainsi, il s'assurera que les services de santé et les services sociaux, offerts aux Premières Nations, tiennent compte de leurs besoins culturels, historiques et géographiques.**

- Comme aucun élément nouveau n'a été porté à l'attention du MSSS, la Direction des affaires autochtones recommande de maintenir la position annoncée dans la lettre datée du 7 janvier 2019 adressée à madame Ginette Petitpas Taylor, ministre de la Santé à Santé Canada.

**Mai 2021 :**

Un article a été diffusé dans Le Devoir : [Une femme algonquine et crie dénonce une stérilisation sans son consentement](#).

Dans cet article, une usagère résidant dans la communauté autochtone de Pikogan allègue avoir subi une ligature des trompes à l'Hôpital d'Amos, en 2015, alors qu'elle subissait une césarienne sans se souvenir d'avoir signé un consentement.

Le CISSSAT a produit un [état de situation](#) sur le sujet

**Juin 2021 :** un rapport du Comité sénatorial permanent des droits de la personne exhortait le gouvernement fédéral à enquêter sur la pratique de la stérilisation forcée, en compilant des données, et à trouver des solutions afin d'y mettre fin.

**Septembre 2021:** Le Québec a été ébranlé par le reportage de l'émission *Enquête* portant sur la pratique de stérilisations forcées notamment sur des femmes autochtones.